

Questions orales

LE DÉSARMEMENT

LA VISITE DE L'AMBASSADEUR SOVIÉTIQUE À OTTAWA

L'hon. Donald J. Johnston (Saint-Henri—Westmount): Monsieur le Président, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures nous a appris dans son intervention de vendredi que Paul Nitze, le principal conseiller du président des États-Unis en matière de contrôle des armements est venu au Canada et qu'il a rencontré le premier ministre, le ministre de la Défense nationale et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures. L'ambassadeur Karpov, le plus important fonctionnaire soviétique chargé des questions de contrôle des armements, était à Ottawa au même moment mais il n'a rencontré aucun ministre. Je demande au vice-premier ministre pourquoi le gouvernement n'a pas saisi cette occasion historique de rencontrer M. Karpov pour discuter des prochaines négociations sur les armements qui se tiendront à Genève.

L'hon. Pat Carney (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures est à Washington aujourd'hui pour sa rencontre trimestrielle avec M. Shultz. Je ne sais pas quel était son horaire de vendredi. Je prend donc note de la question et j'en reparlerai au député.

LA POSITION DU GOUVERNEMENT

L'hon. Donald J. Johnston (Saint-Henri—Westmount): Monsieur le Président, je ne puis croire que le ministre n'était pas au courant de la présence de l'ambassadeur Karpov à Ottawa. J'espère que la ministre fera le nécessaire pour corriger cette situation, que ce soit à son bureau ou au ministère des Affaires extérieures. Le gouvernement a raté une occasion exceptionnelle de se renseigner auprès d'un important négociateur soviétique en matière d'armements. Est-elle d'accord là-dessus et fera-t-elle le nécessaire?

L'hon. Pat Carney (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, je ferai, bien sûr, le nécessaire. On ne peut pas conclure qu'aucun fonctionnaire du ministère des Affaires extérieures n'a rencontré l'ambassadeur pour obtenir des renseignements. Je dis simplement que je ne connais pas l'horaire du ministre pour vendredi. Je vais m'informer et lui répondre.

* * *

LA SÉCURITÉ SOCIALE

LE SUPPLÉMENT DE REVENU GARANTI—L'ENVOI DE FORMULAIRES DE DEMANDE DE RENOUVELLEMENT

M. John Reimer (Kitchener): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de la Défense nationale. Sait-il que près de 12 000 retraités bénéficiaires du supplément de revenu garanti dans la région de Kitchener—Waterloo—Elmira n'ont pas reçu la formule de renouvellement qu'il leur faut remplir pour continuer à recevoir ce supplément? S'il est au courant, pourrait-il faire part à la Chambre des mesures qu'on a prises pour éviter l'interruption en avril prochain du versement des prestations à ces personnes?

L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, je sais effectivement qu'un certain nombre de personnes desservies par les bureaux de cette région n'ont pas reçu la formule de renouvellement du SRG, formule qu'ils sont tenus de remplir à cette époque-ci de l'année. Nous avons envoyé de nouvelles formules, ou nous sommes sur le point de le faire, et je tiens à préciser au député et à ses électeurs que pas un d'entre eux ne perdra un cent des sommes auxquelles il a droit, advenant le moindre retard.

* * *

LA SANTÉ

LE SIDA—L'ÉDUCATION DES MILITAIRES

M. Howard McCurdy (Windsor—Walkerville): Monsieur le Président, je pose ma question au vice-premier ministre. Comme il le sait, le programme d'éducation du gouvernement sur le virus le plus destructeur jamais connu consiste en un message télévisé qui ne paraît pas aux heures de pointe parce que le gouvernement ne veut pas payer. Est-ce un élément du programme du gouvernement contre le SIDA que les forces armées n'organisent pas cette campagne d'éducation pour les militaires?

L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, le député n'a pas raison quand il dit que c'est le seul programme. J'ai répondu à la Chambre aujourd'hui à des questions sur les quatre messages que l'ACHP a préparés. J'espère que les télédiffuseurs vont en montrer au moins trois. Pour ce qui est des forces armées, je vais vérifier. Je sais gré au député de soulever la question. Je vais voir ce qui se fait et ce qu'on pourrait faire de plus. Je remercie le député de m'en parler.

● (1500)

L'INCIDENCE DU SIDA DANS LES FORCES ARMÉES

M. Howard McCurdy (Windsor—Walkerville): Monsieur le Président, en plus de demander des détails sur l'absence de programme d'éducation des militaires contre le SIDA, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social voudrait-il s'informer quelle est l'incidence du SIDA dans les forces armées et quelles mesures on prend pour protéger les militaires qui pourraient être exposés aux graves dangers d'infection par le SIDA?

L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, je ne voudrais pas que ma première réponse laisse au député la fausse impression qu'il ne se fait rien dans les forces armées en ce qui concerne le SIDA et la protection contre cette maladie. Je crois qu'une étude a été faite sur l'incidence de cette maladie, mais je n'ai pas les résultats sous la main. Je vais m'informer. Je communiquerai au député toute l'information que j'obtiendrai comme je l'ai toujours fait sur la question du SIDA. Je suis évidemment tout disposé à intensifier le programme si des efforts supplémentaires s'imposent.